



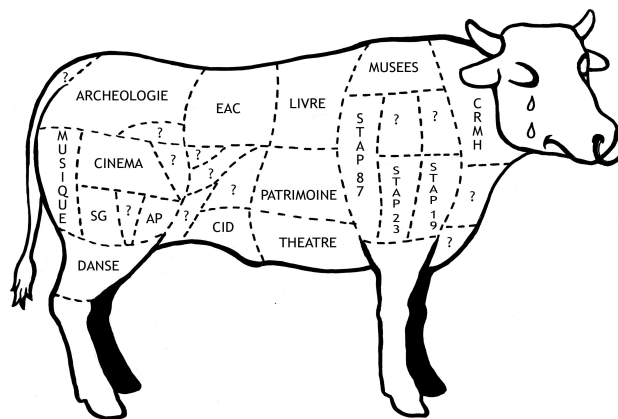
SNSC / UNSA



DRAC A LA DECOUPE

Où est passée la culture pour tous ?

Assemblée Générale des personnels de la DRAC Limousin



Une trentaine d'agents de la DRAC Limousin se sont réunis le lundi 27 janvier 2014 à l'appel de l'intersyndicale.

Dans la continuité de la réunion intersyndicale du 15 janvier 2014 et suite à des échanges riches, les personnels de la DRAC Limousin ont souhaité, à l'unanimité, s'associer au mouvement initié par les DRAC de Bretagne, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Lorraine, Alsace, Basse-Normandie, Pays de la Loire, Midi-Pyrénées, Île-de-France et Franche-Comté contre le processus de démantèlement des DRAC.

L'adoption par le Sénat et l'Assemblée nationale de la Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (M.A.P.A.M.), en décembre 2013, comporte une menace pour les services publics déconcentrés, notamment dans le secteur culturel.

Le démantèlement des DRACs qui découlera de cette loi constituera un recul sans précédent de la politique culturelle de la France. Il mettra en péril les différentes actions du ministère qui garantissent l'accès de tous à la Culture. Il constituera une lourde menace sur les services déconcentrés chargés de mettre en œuvre une politique culturelle nationale, cohérente, égalitaire et protégée d'intérêts partisans et clientélistes.

Les personnels présents ont conclu que la disparition des DRAC engendrera la fin du Ministère de la Culture en région, de ses missions, de ses personnels au profit de politiques culturelles inégalitaires.

Les personnels de la DRAC Limousin et leurs représentants ont donc décidé :

- la rédaction d'un courrier adressé au Président de la République ;
- l'interpellation de nos députés et sénateurs ;
- la participation à toute action en Limousin visant à faire fléchir le gouvernement, le premier Ministre et la Ministre de la Culture. Ils participeront aux actions qui seront décidées à l'échelon national.
- l'affirmation de leur exigence que les engagements pris par le cabinet de la ministre de la Culture le 23 janvier à Nantes soient tenus.

La Culture est un élément majeur dans notre pays, une ouverture vers l'avenir, s'en priver c'est perdre une richesse. En aucun cas elle ne peut devenir une option. Sa vente à la découpe est déjà orchestrée par ceux dont la mission principale est d'agir dans l'intérêt général. Ceci n'est pas acceptable.